

Les suites du séisme du referendum

Le Franc peut-il revenir ?

Après le NON des Français et des Hollandais au referendum, nombreux sont les politiques de tous pays qui avouent aujourd'hui en public leurs doutes sur l'euro. Les anglais veulent garder la £. Et d'aucuns comment à rêver d'un retour du DM, de la lire et du... franc !

Le 2 juin, affolé, **Jean-Claude Trichet**, président de la Banque centrale européenne, déclare « *L'euro, c'est pour toujours* ». Il faut dire qu'au soir du 29 mai, un vent de panique souffle sur les bonnes consciences de ceux à qui profitent le désastre économique et financier de la France. Car le NON au referendum, c'est la remise en cause nette des fausses bonnes idées dont l'euro était la première marche forcée. Et si la monnaie unique – pas si unique que cela quand on regarde de près les pays de l'Union - disparaissait ? La France d'en haut est divisée. La fin de l'euro : scénario science-fiction pour les uns, probabilité inévitable pour les autres. Question d'importance pour ces élus qui, élus, oublient les besoins réels de leurs électeurs : dans quel panier faut-il mettre ses œufs ? La France réelle, qui trime et n'a que le droit se taire, le sait parfaitement : euro et constitution européenne sont les deux faces de la même pièce dont l'illustration est la panne généralisée dans tous les pays de l'Union. Le 2 juin, le quotidien allemand *Bild* titre sur la question à l'ordre du jour outre Rhin : "*Le mark pourrait-il revenir ?*". Le ministre italien des affaires sociales, **Roberto Maroni**, a proposé dans les colonnes de *La Repubblica*, l'adoption d'une double circulation en Italie de l'euro avec la lire. Chacun sait que les bons résultats anglais sont dus à la conservation de la livre sterling et le ministre de l'Echiquier Gordon Brown s'en vante publiquement. L'euro est en chute libre. Certains sont étonnés. C'était pourtant prévisible, et les esprits qui n'écartent pas les faits pour imposer leurs idées, mais les examinent sereinement l'avaient annoncé. Seulement, il paraît qu'ils étaient le « diable » en personne. Bigre !

L'euro, une monnaie d'escrocs...

Les experts économiques soumis au vent des modes – et il y en a au sein de nos rangs – avaient encensé l'euro. De vrais économistes, mais jamais mis en avant, comme Maurice Allais, Prix Nobel de surcroît, avaient annoncé le désastre qu'on commence à voir. Le seul politique qui a eu raison avant les autres est **Jean-Marie Le Pen**. En mai 1998, il déclare dans les colonnes de *Français d'abord* : « *L'euro est une monnaie d'escrocs* » et « *La monnaie unique est une erreur économique. (...) La monnaie unique conduit à un désastre social. Toutes les adaptations aux différences de situations économiques pèseront sur l'emploi et sur les salaires* ». (...) Et de conclure : « *La monnaie unique est aussi une trahison politique. Non seulement une trahison de la France mais aussi une trahison de l'Europe par intégration forcée dans le marché mondial dominé par les Etats-Unis...* » En homme libre, qui aime sa Patrie, et les patries, Jean-Marie Le Pen a une nouvelle fois vu juste. Il a été le seul de toute la classe politique à s'élever contre l'euro et pour la défense du franc.

De l'utopie au désastre.

Les bénéfices du soi-disant libéralisme européen sont illusoire. Le dogmatisme des européistes relèvent bien davantage de l'utopie socialiste, sorte de COMECON à l'Occidentale. Depuis 2001, l'euro n'a pas tenu ses promesses. On nous promettait - juré craché - que l'euro empêcherait les délocalisations, relancerait l'emploi, apporterait la croissance et une hausse du pouvoir d'achat. C'est exactement le contraire qui s'est produit : « marchands de bonheur, marchands de malheurs ». En tirant sa dernière cartouche par la nomination du couple infernal **Galouzeau de Villepin-Sarközy**, le desperado Chirac a refusé d'entendre le message populaire et massif du 29 mai. Il doit toujours penser que c'est, selon ses propres mots, « une connerie ».

Le pays légal contre le pays réel

Il est temps d'essayer autre chose et d'instaurer une véritable alternative nationale, représentative et réaliste pour renouveler entièrement la classe politique en faillite. Une dissolution de l'Assemblée nationale s'impose et l'instauration de la proportionnelle : sans cela, la démocratie actuelle n'est qu'un leurre. Ensuite, il faut redonner des bases saines à l'économie de nos familles, donc du pays : au moins rétablir les frontières et le franc, seules protections efficaces face aux effets pervers de la mondialisation. L'Euro a enlevé à la France son outil monétaire puisqu'il est fixé par un conglomérat international à Francfort et non par la France à Paris.

Nos politiciens ont eu tort d'oublier la vieille sagesse française : « argent changé, argent mangé » et « Tel maître, tels valets ». Si ce message de bon sens n'est pas entendu alors la prophétie se réalisera : « qui sème le vent récolte la tempête ».

Edouard Ferrand
Conseiller municipal de Sens
Conseiller régional de Bourgogne